

L'IMPORTANCE ACTUELLE DE LA COLONNE DE FER DANS LA MEMOIRE DE LA REVOLUTION ESPAGNOLE

La réforme convenue du franquisme qui a donné naissance au régime actuel, qualifié de « démocratie » par ses administrateurs, s'est fondée sur l'oubli le plus absolu non seulement du génocide qui a suivi la victoire de Franco dans la guerre, mais aussi de la contre-révolution républicaine qui l'a facilitée. De ce fait, l'histoire récente a été occultée par un pacte de silence entre les héritiers de la Dictature et ceux de la République. Entre les enfants des assassins de Lorca et les descendants de ceux qui ont tué Nin. L'amnésie a servi à légitimer le nouveau régime hybride né en 1977; c'est pourquoi le rétablissement véritable de la mémoire devrait inexorablement conduire à sa délégitimation. L'actuel parti de l'ordre fait tout son possible pour que cela ne se produise pas, habillant la mémoire avec un costume fait sur mesure. Ce sont toujours les vainqueurs qui écrivent l'Histoire. Mais aucune loi de « mémoire historique » ne pourra réconcilier la barbarie passée avec le présent oublieux, ni jamais intégrer le passé révolutionnaire dans l'ordre établi post-franquiste, à moins de le convertir en crime, tâche à laquelle s'attelle actuellement une poignée d'historiens complices. Mon livre relève du point de vue inverse, celui des perdants, dont beaucoup ont payé de leur vie le prix de la défaite. Là seulement on trouvera la vérité.

La guerre civile espagnole n'était pas une simple confrontation entre la « démocratie » et le « fascisme », comme le prétendent souvent les historiens progressistes, dont l'imaginaire exclut la lutte des classes. C'est avant tout une révolution ratée qui s'est déroulée dans un contexte international marqué par une formidable crise économique et la montée des totalitarismes. Elle s'est déroulée sur deux fronts, et là se situe cette caractéristique que l'on veut à tout prix cacher ou déformer : à l'avant-garde, contre les fascistes et les rebelles militaires, et à l'arrière, contre la révolution prolétarienne. Le 19 juillet 1936, la classe ouvrière s'est vue obligée de descendre dans les rues de nombreuses villes et villages espagnols pour affronter le coup d'État militaire, quasiment à mains nues. L'État espagnol amorphe s'est effondré du jour au lendemain. Lorsque cela se produisit, le prolétariat tenta d'appliquer les changements sociaux qu'il réclamait depuis longtemps. En effet, le soulèvement clérical-militaire-fasciste déclencha une révolution, spontanée, la plus profonde qu'il n'y ait jamais eue, qui impulsa un type original de transition de la liberté vers le communisme à travers des procédures communales de production et de distribution. Les colonnes miliciennes furent sa première réalisation défensive. Dans les premiers jours, l'initiative revint aux ouvriers et aux paysans de toutes tendances, qui prirent d'assaut les casernes, exproprièrent les terres et les bâtiments, occupèrent les usines et les terres agricoles avec l'intention de les collectiviser, prirent en charge l'ordre public et organisèrent des milices avec les armes qu'ils purent récupérer dans les armureries et les casernes. La révolution était

dans les rues, et personne ne la dirigeait. Dans ces moments, seuls l'improvisation, l'audace et le courage étaient à l'oeuvre. Il y avait une unité qui, dès sa naissance, façonna son caractère, avec une personnalité si marquée qu'elle se détacha du côté antifasciste. La Colonne de Fer, formée par des militants valenciens de la CNT-FAI dans le but de libérer Teruel, impulsa, partout où elle passait, les idéaux d'égalité, de liberté et de justice sociale, fondements de la future société à construire sur les piliers de la raison et du travail. Mais alors que l'enthousiasme révolutionnaire se répandait sur les parapets et dans les villages proches du front, il se refroidit dans l'arrière-garde valencienne. Voyons pourquoi.

Valence était différente de la Catalogne, de la Castille ou de l'Aragon. Dans la région du Levant, après la réunification¹, le secteur modéré « trentiste », ouvertement réformiste et accommodant, était beaucoup plus fort, et ses relations avec la franc-maçonnerie et la politique conventionnelle étaient notoires. Le secteur radical était minoritaire, soutenu par peu de syndicats, quelques fédérations locales de villages ruraux et une poignée de jeunes gens fougueux des groupes et des athénées. Alors que les libertaires révolutionnaires estimaient que la République était incapable de résoudre le moindre problème, appelaient à la libération des prisonniers et à l'insurrection, les « syndicats d'opposition » autoproclamés proposaient une avancée dans le cadre de la loi négociée grâce à l'unité avec l'UGT, et à l'entente avec les partis. C'était la ligne officielle de la CNT levantine au moment du soulèvement des factieux.

En prenant parti en faveur de la dynamique bakouninienne entre minorité agitatrice et masses protagonistes, c'est le groupe « Nosotros », composé de seulement huit personnes, qui a le mieux joué le rôle de catalyseur révolutionnaire. D'abord, dans le comité de défense de la CNT, improvisé le 19 juillet afin de bloquer des casernes ; ensuite dans la libération des prisonniers de San Miguel et dans la formation de la colonne des cadres de défense, appelée plus tard Colonne de Fer, en raison de la présence de métallurgistes du port de Sagunto. Il a également joué un rôle décisif dans la réorganisation de la FAI régionale et dans l'apparition de son organe d'expression, l'hebdomadaire *Nosotros* – qui deviendra plus tard un journal du soir. On ne peut comprendre l'œuvre subversive de la Colonne ni son impact transformateur à l'arrière-garde sans prendre en compte l'activité motrice et créatrice de ce groupe, qui a trouvé dans le fatras prolétarien des romantiques et des matérialistes, des idéalistes et des pragmatiques, des rêveurs et des calculateurs, le terreau parfait pour son projet.

La rapidité et l'ampleur du processus révolutionnaire terrifièrent les classes dirigeantes du côté républicain, qui, sans être partisans du fascisme, ne l'étaient pas plus de la révolution

¹ [Lors du congrès de mai 1936, la CNT réintégra les « syndicats d'opposition » composés de « trentistes » dans ses rangs. Note des Traducteurs]

sociale. Elles avaient réussi à ralentir et à faire stagner le mouvement, mais elles convenaient que la seule façon d'arrêter un tel processus était de reconstruire l'État, et la collaboration de la CNT était nécessaire pour cela – ce qui était relativement facile à obtenir en incorporant l'organisation prolétarienne hégémonique dans le gouvernement républicain. Il s'agirait ensuite de mettre progressivement fin à toute forme d'autonomie ouvrière, de dissoudre les comités de base, de rétablir l'ordre public, la propriété privée, la législation et la justice bourgeoises, et enfin de créer une armée sous contrôle ministériel à partir des milices elles-mêmes. La fonction principale de la machine d'État, le rétablissement du capitalisme et donc de l'exploitation des travailleurs ne pouvait s'effectuer contre les travailleurs armés. Il fallait neutraliser, désarmer et soumettre le prolétariat pour démanteler sa révolution et revenir à la situation d'avant le 19 juillet. Entre-temps, l'offensive des factieux contre Madrid obligea le noyau de l'exécutif étatique à se déplacer à Valence, de sorte que les premières escarmouches de la contre-révolution eurent lieu dans la ville du fleuve Turia, et ses alentours.

Les deux tendances – réformiste et révolutionnaire – ont marché ensemble au début de la guerre à l'ombre du Comité Exécutif Populaire, organe régional du gouvernement interclassiste, l'une dans les institutions et l'autre dans les tranchées. Mais quand le front se trouva sans ravitaillement et se paralysa, les deux tendances commencèrent à s'éloigner l'une de l'autre. Lorsqu'une poignée de miliciens de la Colonne de Fer visita la capitale, ils furent choqués de voir la vie joyeuse des cabarets, les magasins de luxe et les banques. De plus, le système judiciaire et punitif restait intact, comme si rien ne s'était passé, tandis que les forces de l'ordre exhibaient les armes qui manquaient au front. Les descentes successives² de miliciens, ne tenant pas compte du *statut quo* convenu entre toutes les forces politiques et syndicales ont créé un problème à la direction confédérale, respectueuse de la légalité républicaine. Si on voulait liquider la révolution, il fallait d'abord en finir avec la Colonne de Fer. La direction de la CNT accepta la formation de la Garde populaire antifasciste – la « guapa » – et le maintien de la Garde civile (rebaptisée Garde nationale), première tentative pour désarmer l'arrière-garde. Elle prêta oreille à la campagne de calomnies contre la Colonne, et ferma les yeux sur le massacre de plusieurs de ses membres sur la Plaza Roja³,

2 [Des membres de la Colonne de Fer organisaient des expéditions à Valence pour aller désarmer la Garde civile (le 23 septembre 1936), pour brûler « le registre de la propriété, les archives du palais de justice ainsi que celles de la police, dans le but de détruire le casier judiciaire de tous ceux qui étaient passés par là ». In Abel Paz, Chronique passionnée de la Colonne de Fer, Nautilus, 2002, p. 87. NdT]

³ [Le 30 octobre 1936, lors de l'enterrement d'un délégué de la Colonne de Fer assassiné par balle dans une rue de Valence, en arrivant à la hauteur de la place de Tetuán, les membres de la colonne de Fer, et d'autres qui défilaient, furent la cible de tirs croisés de mitrailleuses installées dans deux édifices : la délégation des milices communistes et l'ancienne résidence du capitaine général. On releva trente morts dans les trois colonnes anarchistes (Colonne de Fer, Torres-Benedito et CNT n° 13) et plus de quatre-vingt blessés. Cf le « Manifeste de la Colonne de Fer du 3 novembre ».NdT].

punition sanglante contre l'avant-garde audacieuse d'une révolution indésirable pour l'étatisme bourgeois et son plus grand champion le Parti communiste. La résistance de l'anarchisme révolutionnaire menaçait de déclencher une guerre dans la guerre. Le CNT, qui s'apprêtait à assumer quatre portefeuilles ministériels, stoppa net toute tentative de riposte.

Dès que le danger d'une confrontation armée à l'arrière fut écarté, la présence dans le gouvernement de Largo Caballero de ministres de la CNT « couvrit » le transfert de la capitale politique de Madrid à Valence. La forte opposition des anarchistes valenciens provoqua des fissures au sein de la Confédération, et les délégués de la Colonne imposèrent leurs critères antimilitaristes lors des séances plénières. Cependant, la vie frivole encouragée par les fonctionnaires de Madrid et les parasites qui avaient fui la capitale assiégée reprit son cours habituel. À la base, le pouvoir fut chamboulé. Comptant sur la passivité et la hiérarchisation progressive de la CNT, les gouverneurs civils déplacèrent le Comité Exécutif Populaire et les différentes patrouilles d'arrière-garde, tandis que les mairies officielles firent de même avec les comités antifascistes locaux. La nouvelle représentation réduisit la présence libertaire dans les conseils municipaux. La CNT et la FAI acceptèrent toutes les charges dans les institutions qui leur étaient offertes, en même temps qu'elles se bureaucratisaient et qu'elles excluaient les formes de démocratie directe de leur fonctionnement. Les comités dits « responsables » remplacèrent les assemblées dans la prise de décision. Les délégués en séance plénière se limitèrent à discuter et à approuver des ordres du jour qu'ils n'avaient pas établis. Les Colonnes subirent de fortes pressions pour se militariser. Le militarisme s'empara des dirigeants qui prônèrent à l'unisson la discipline de caserne, la professionnalisation du commandement, les uniformes et les galons. Une plénière de colonnes se tint en dehors des syndicats, en vain. La Colonne de Fer, isolée du point de vue de ses moyens et menacée de toutes parts, dut sacrifier ses principes, accepter la militarisation et devenir brigade dans une armée populaire aux mains de l'État et de ses conseillers soviétiques. En outre, l'organisation confédérale et spécifique se déclara favorable à donner la priorité à la guerre sur la révolution. Fatalement, la tactique « circonstancialiste » consistant à se croiser les bras et à tout renvoyer aux juges ordinaires, devint le catéchisme de tout militant confédéral et de la FAI. Sans autodéfense, les collectivités et les usines socialisées furent exposées, à la merci de la force publique. Diverses compagnies de gardes d'assaut furent lancées impunément contre les conquêtes prolétariennes et paysannes. Les tentatives de liquidation de l'ordre révolutionnaire provoquèrent des affrontements armés qui furent durement réprimés. à Vinalesa, Gandía, Burriana et dans d'autres localités. Les prisons se remplirent de syndicalistes et d'anarchistes.

On empêcha à tout prix les colonnes libertaires du front de Teruel de former une division avec leur propre commandement, contrairement à ce qui s'était passé sur les fronts d'Aragon ou de Madrid. Elles furent intégrées dans des divisions séparées et même dans des brigades

séparées, avec des commandements hostiles, pour être utilisées comme chair à canon dans les offensives républicaines qui échouèrent. La bataille d'Albarracín marque la fin de la Colonne de Fer. La 83e brigade mixte qui lui avait succédé, mal préparée et mal équipée, sans protection d'aucune sorte, fut terriblement décimée. Les protestations, les destitutions et les sanctions disciplinaires qui suivirent la réduisirent à un simple nom. La même chose arriva aux autres brigades libertaires valenciennes. Les membres du groupe « Nosotros » furent mis en prison ou dans des bataillons disciplinaires. Au cours de l'été 1937, fleurirent à l'arrière-garde des détachements de carabiniers, des tribunaux spéciaux, des services d'information militaire, divers organismes de police, des camps de travail concentrationnaires et des centres de détention secrets qui – à coup de décrets et souvent sous le prétexte de traquer la Cinquième Colonne – permirent une véritable chasse à l'antifasciste révolutionnaire. Le sacrifice de la révolution sociale fut consommé au nom d'une unité fictive « pour la victoire », sans autre point commun que la répression, donnant naissance à une odieuse dictature, dans laquelle la guerre se perdit irrémédiablement.

Lorsqu'un grand mouvement radical comme celui que dirigea la CNT-FAI abuse de son pouvoir, il perd la capacité d'influer sur les événements ultérieurs. C'est un mauvais exemple. Pour peu qu'ils s'y essaient, leurs imitateurs d'aujourd'hui se désorientent, se corrompent et font naufrage, laissant comme résidu une minuscule bureaucratie immobiliste et impuissante. C'est la seule chose que ce mouvement peut transmettre à ses prétendus héritiers : ses résultats désastreux. L'histoire les a déjà jugés, même s'ils ne veulent pas admettre la sentence. Le passé glorieux ne leur appartient pas, ni comme exemple ni comme symbole. Saint-Just disait que celui qui fait une révolution sans conviction creuse sa propre tombe. C'est ainsi que vont les choses. L'expérience libertaire avortée est maintenant l'héritage de ceux qui veulent sauvegarder et actualiser le potentiel subversif d'une révolution trahie et douloureusement vaincue. La convertir en objet de culte, comme on tente souvent de le faire, reviendrait à la tuer deux fois. Il s'agit de quelque chose de plus simple : adapter l'expérience émancipatrice de la révolution perdue aux nouvelles exigences intellectuelles et matérielles de la lutte contemporaine pour la libération des opprimés. Et cela passe par une véritable connaissance de cette révolution.

Miquel Amorós

Présentation du livre *La Columna de Hierro*, publié par Milvus, à Alicante (IV Mostra del llibre anarquista), le 23 octobre 2021 et à Pineda de Mar (ateneu Sa Boada, le 18 décembre). Le 7 janvier 2022, conférence à la Biblioteca Rebrot Bord, Albaida (Valence), le 26 mars, à L'Ateneu del Cabanyal, Valence, le 31 mars, à la Llibreria Detroit à Alcoi, et le 2 avril à Benialí, La Vall de Gallinera (Alicante).

Traduction : Jackie

Les giménologues, le 4 avril 2022